

La régionalisation sans les inégalités. Les politiques régionales d'éducation en France et en Allemagne

Claire Dupuy, Presses universitaires de Rennes, 2017, 191 p.

Xavier Pons



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/6106>

DOI : 10.4000/ries.6106

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 30 avril 2018

Pagination : 25-27

ISBN : 978-2-85420-618-0

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Xavier Pons, « *La régionalisation sans les inégalités. Les politiques régionales d'éducation en France et en Allemagne* », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 77 | avril 2018, mis en ligne le 30 avril 2018, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/6106> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.6106>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Tous droits réservés

La régionalisation sans les inégalités. Les politiques régionales d'éducation en France et en Allemagne

Claire Dupuy, Presses universitaires de Rennes, 2017, 191 p.

Xavier Pons

- 1 Voici un ouvrage attendu par les spécialistes de son champ de référence : parce qu'il est issu d'une thèse soutenue en 2010, primée et complétée par des travaux et des lectures effectués ultérieurement par l'auteure ; parce qu'il est emblématique d'une sociologie de l'action publique qui se développe rapidement dans la recherche francophone en éducation depuis les années 2000 ; enfin et surtout parce qu'il bat en brèche plusieurs idées reçues comme l'annonce très directement son titre.
- 2 À partir d'une comparaison des politiques éducatives de sept régions françaises et de trois Länder allemands sur plusieurs décennies, comparaison fondée sur un travail d'archives, des entretiens, de la documentation institutionnelle et la production de données statistiques, Claire Dupuy montre que ces politiques éducatives régionales n'ont pas accru les inégalités territoriales mais qu'elles les ont même réduites.
- 3 Le chapitre 1 met d'abord en évidence, dans les deux pays, la capacité tout à fait limitée de l'État central à garantir l'égalité territoriale. En France, cela se manifeste, avant la décentralisation, par la relative « myopie » de ce dernier en matière de production de données sur les inégalités territoriales, tant les inégalités sociales de réussite scolaire occupent le devant de la scène, myopie qui conduit à sous-équiper ou à sur-équiper certaines régions. Après la décentralisation, cette méconnaissance se double, dans un contexte de lutte avec le ministère de l'intérieur et les pouvoirs régionaux, d'une volonté centrale nette de ne pas intervenir sur les questions matérielles (à l'exception de l'édition des normes de sécurité des établissements scolaires), et d'une capacité de l'État central à imposer ses vues aux régions en matière d'équipement pédagogique des classes variable selon les contextes. En Allemagne au contraire, le pouvoir fédéral a tenté à plusieurs reprises d'intervenir sur les politiques des Länder selon des modalités variées : création d'un comité pour la formation et l'éducation en 1953, développement

de la planification scolaire, compétence partagée avec les Länder à partir de 1969, demande de révision de la répartition des compétences scolaires en 1978, etc. Mais il s'est toujours heurté à l'opposition efficace de la puissante Conférence des ministres régionaux de l'éducation (KMK¹), créée dès 1948.

- 4 On touche là à un aspect important de la thèse de Claire Dupuy : selon elle, les régions des deux pays n'ont pas eu pour seul objectif de conquérir une indépendance formelle reconnue sur un plan constitutionnel, leurs stratégies territoriales ont aussi visé à construire et à défendre une capacité autonome à produire des politiques publiques. Le chapitre 2 étudie ainsi la politisation par les gouvernements régionaux de leur action publique et ses effets sur les politiques conduites. En Allemagne, cette politisation est partisane (opposition entre les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates). Cette opposition a des effets sur le niveau des dépenses publiques d'éducation ou sur la place plus ou moins importante accordée aux Gesamtschulen. En France, cette politisation est institutionnelle : elle oppose d'abord ceux qui voient dans la gestion des lycées un fardeau à ceux qui la considèrent comme une opportunité, puis ceux qui veulent se conformer strictement à la décentralisation fonctionnelle à ceux qui veulent s'en affranchir. Selon ces oppositions, les régions gèrent différemment l'urgence suscitée par le transfert de compétences et se positionnent avec plus ou moins d'efficacité dans la concurrence entre les régions en matière d'offre éducative.
- 5 La question de la concurrence traverse les deux derniers chapitres. Le chapitre 3 met en évidence que, contrairement à l'idée répandue selon laquelle la régionalisation conduirait à une divergence des politiques régionales, on assiste au contraire, dans les deux cas, à une convergence de ces politiques, du fait d'une préférence générale des citoyens pour l'uniformité des politiques publiques et de la pression exercée sur les exécutifs régionaux par des entrepreneurs politiques. En France, cette recherche de la similarité a pris la forme d'un « effet de démonstration », selon lequel les régions ont finalement dû démontrer aux citoyens leur compétence à atteindre les objectifs d'égalité et de qualité auparavant promus par l'État. En Allemagne, cette recherche de similarité entre les Länder a été rendue nécessaire pour contrecarrer les critiques régulières adressées par le gouvernement fédéral sur le manque d'uniformité de l'éducation en Allemagne, critiques amplifiées par Pisa.
- 6 Le chapitre 4 montre que cette concurrence consiste en une « course vers le milieu », avec la mise en œuvre de politiques similaires conduisant à réduire les inégalités territoriales. L'auteure observe ainsi une grande similarité des mesures prises par les régions françaises en matière d'éducation, sous l'effet uniformisant joué par les oppositions politiques et les fédérations de parents d'élèves, qui, du fait de leur structuration, ont été mesure de proposer des comparaisons entre les régions : gratuité des manuels, aides à la mobilité, soutien à l'orientation, accès à la culture, etc. En Allemagne, malgré les oppositions politiques, la nécessité de réagir à Pisa et aux critiques du gouvernement fédéral a amené les acteurs locaux à engager des discussions qui ont remis en cause le système ternaire distinguant trois types d'école (la Hauptschule, la Realschule et le Gymnasium), soit en le supprimant, soit en prenant des mesures qui en sapent les fondements.
- 7 Ce rapide résumé ne rend pas justice à la multitude et à la richesse des conclusions intermédiaires produites tout au long de l'ouvrage, ni aux questionnements plus théoriques passionnants qui visent à positionner cette recherche au cœur d'une série d'interrogations sur les transformations de l'action publique, sans oublier l'écriture

particulièrement dynamique de l'auteure. Il ne doit pas non plus occulter la discussion scientifique qui peut (et doit) légitimement être engagée, par exemple sur la définition des inégalités territoriales comme des « différences dans les instruments et les résultats (outcomes) de l'action publique dans les territoires » (p. 9). Cette définition ne distingue pas clairement, à nos yeux, les notions de différence et d'inégalité, tandis qu'elle facilite grandement la démonstration d'ensemble : si l'inégalité est différence, alors la mise en évidence de similarités suffit à démontrer l'absence d'inégalités...

NOTES

1. *Kultusministerkonferenz.*

AUTEUR

XAVIER PONS

Xavier Pons est maître de conférences (HDR) à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC), chercheur au Laboratoire interdisciplinaire d'études du politique – Institut Hannah Arendt (EA 7373) et chercheur associé à l'Observatoire sociologique du changement (OSC-Sciences Po). Membre de plusieurs projets de recherche comparatifs depuis 2006, ses travaux de sociologie de l'action publique et des politiques éducatives portent principalement sur les transformations des modes de gouvernance des systèmes éducatifs, les réformes des administrations scolaires, les transformations des États éducateurs en Europe et les modes de structuration du débat public en éducation. Lauréat 2011 du Prix Jean-Claude Eicher pour le développement de la recherche en éducation, il est l'auteur de plusieurs articles et ouvrages sur ces thèmes. Courriel : ponsox@wanadoo.fr